

pas en fait progressivement l'armature d'une mémoire et d'une conscience collective « ivoirienne ». Celle-ci assignerait à son tour à

(10) In J.-L. Amselle et E. M'Bokolo, *op. cit.*, p. 84. C'est nous qui soulignons.

l'État du même nom les limites pensables de sa légitimité qui passe par la reconnaissance et la prise en compte d'un espace de relative autonomie qui a pour nom ethnique.

François Verdeaux

Les élections gambiennes de mars 1987

LE 11 mars, des élections parlementaires et présidentielles se sont déroulées en Gambie. C'était la 5^e fois depuis l'indépendance, en février 1965, que les Gambiens se rendaient aux urnes et, comme les fois précédentes, le *People's Progressive Party* (PPP) de Sir Dawda Jawara a remporté la victoire. Jawara, quant à lui, gagne pour la deuxième fois les élections présidentielles. Comme lors de toutes les élections précédentes, il n'y eut ni violence ni le moindre signe d'intimidation ou de fraude électorale à grande échelle, malgré les accusations de l'opposition.

L'alignement des partis

Pour la première fois dans l'histoire gambienne, trois partis bénéficiant d'une audience nationale ont participé aux élections. A part le PPP au pouvoir qui, au moment de la dissolution de la Chambre des députés, y détenait 29 des 35 sièges directement élus (à l'occasion des élections de 1987, une nouvelle circonscription fut créée par la division du district parlementaire de

Wuli), deux autres partis ayant une représentation parlementaire et des ambitions nationales sont entrés en lice. Le *National Convention Party* (NCP), fondé en septembre 1976 par Sheriff Dibba, ancien vice-président de la Gambie et membre fondateur du PPP, tenait quatre circonscriptions : Bakau, dans la banlieue de la capitale Banjul ; les deux circonscriptions voisines de bas-Baddibu et d'Illiassa (Rive nord) ; et Sandu (Rivière haute), une circonscription gagnée sur le PPP en 1982 par un indépendant qui se rallia plus tard au NCP. Le NCP, sûr de lui, se faisait fort de remporter au moins 25 sièges. Le *Gambia People's Party* (GPP), créé en 1986 par Assan Musa Camara, autre vice-président et ancien ministre PPP, était moins ambitieux et prévoyait de gagner 18 sièges. Le GPP détenait trois circonscriptions : le siège de Camara lui-même (Kantora, Rivière haute), le siège de l'ancien garde des Sceaux, Lamin Saho (Banjul-centre), et celui de Foni-est (ouest) où un candidat indépendant du PPP avait gagné en 1982 pour se rallier ensuite au GPP.

Deux autres organisations politiques prirent part aux élections de

1987. Le *United Party* (UP), naguère mouvement d'audience nationale, mais aujourd'hui moribond, allié au NCP, présentait plusieurs candidats dans la région de Banjul. Une organisation radicale, la *People's Democratic Organisation for Independence and Socialism* (connue sous le sigle DOI), présentait cinq candidats dont quatre dans la région de Banjul où elle espérait trouver le plus de voix. Deux candidats indépendants se présentaient encore, respectivement à Jarra-est et Banjul-sud. L'absence quasi totale, cette fois, de candidats indépendants s'explique surtout par le fait que ceux-ci avaient été intégrés par le NCP et le GPP.

Avec 122 candidats pour 26 sièges, la compétition a été plus vive qu'auparavant. Contrairement à 1982 où quatre candidats PPP ont été réélus sans opposition, il n'y eut pas de circonscription à candidat unique ; deux circonscriptions seulement mirent aux prises deux candidats ; dans trente circonscriptions, on assista à un affrontement triangulaire, alors que sept circonscriptions avaient à départager quatre postulants. Enfin trois candidats se présentèrent aux élections présidentielles : Jawara, Dibba et Camara.

Le système électoral

Le parlement gambien comprend 36 membres directement élus, avec au maximum 8 députés nommés par le Président, et 5 chefs (Seyfolu) élus par les 35 dignitaires coutumiers que compte le pays. Les députés sont élus à la tête de circonscriptions à représentant unique ayant un électorat de 7 300 personnes en moyenne, bien que ceux-ci varient d'environ 4 500 (Banjul-centre) à plus de 14 000

(Serrekunda-est). L'élection se fait à la majorité simple et à vote secret, selon le système dit de « la bille et la caisse » dont la Gambie détient l'exclusivité. Après avoir présenté sa carte d'électeur (avec photo, nom et empreintes digitales) à des fins d'identification, l'électeur reçoit deux billes de couleur différente en guise de bulletin de vote : une pour l'élection parlementaire et une pour l'élection présidentielle. Dans deux isolements voisins — l'un pour les élections parlementaires, l'autre pour les élections présidentielles — chaque candidat dispose d'une caisse scellée, généralement identifiable par sa photo, ainsi que par le sigle et le symbole de son parti. Une fois seul, l'électeur introduit, par des tuyaux étroits, ses billes dans les caisses de son choix, ce qui déclenche le tintement de clochettes se trouvant à l'intérieur des caisses. Les clochettes peuvent être entendues du dehors, ce qui empêche le vote multiple si répandu en Afrique.

Les candidats sont autorisés à se faire représenter dans les bureaux de vote par des délégués. Ceux-ci sont également présents lors du transport des urnes et lors du dépouillement des résultats aux centres administratifs des chefs-lieux. Hormis quelques incidents mineurs, tous les partis ont fait part de leur satisfaction au sujet de ces dispositifs. Les plaintes les plus répandues concernaient l'établissement des registres électoraux qui, d'après l'opposition, favorisaient le parti au pouvoir. Cependant, un nombre considérable d'électeurs semblaient ne pas avoir compris le fonctionnement du système.

La campagne électorale

Comme pendant les élections précédentes, la campagne électorale

s'est déroulée de façon paisible et disciplinée, et seules quelques escarmouches sans importance entre partisans de camps adverses ont été rapportées dans deux ou trois circonscriptions. Bien que la date des élections, le 11 mars, ait été fixée six semaines plus tôt que prévue, tous les partis avaient commencé leur campagne longtemps auparavant. Depuis plusieurs mois déjà, le président Jawara avait effectué des tournées en province, officiellement dans le but d'expliquer aux agriculteurs le programme de redressement économique lancé par son gouvernement, mais en réalité pour consolider l'assise du PPP. Les ministres profitaient, eux aussi, de leurs déplacements officiels dans les régions, pour se livrer à des activités politiques. De même que lors des élections précédentes, le PPP, en tant que parti au pouvoir, avait l'avantage d'avoir la possibilité d'utiliser les ressources officielles et les réseaux de patronage pour servir ses intérêts électoraux. Les chefs de l'opposition ont dénoncé l'utilisation pour la campagne électorale de moyens de transport gouvernementaux (y compris des voitures appartenant aux Nations unies) par le PPP et la mobilisation des chefs de district, censés demeurer neutres. Des accusations ont fusé de partout au sujet des sommes d'argent utilisées pour convaincre les électeurs, et certains ministres notamment ont été accusés d'avoir distribué des cadeaux en argent et en nature avant les élections. La distribution d'argent à des électeurs, bien que techniquement illégale, est une pratique courante en Gambie et il n'est pas étonnant que la plupart des plaintes de ce genre concernent le PPP qui dispose de ressources financières plus importantes. Des porte-parole de l'opposition ont

aussi prétendu que des hauts fonctionnaires avaient soutenu le parti au pouvoir.

La campagne électorale en Gambie fonctionne surtout sur le mode oral. Les journaux sont peu nombreux et leur influence, dans une société en grande partie illettrée, est limitée. Il n'y a pas de télévision, mais Radio Gambie, propriété de l'État, a joué un rôle important dans la diffusion des informations au cours de la campagne électorale. Les deux principaux partis de l'opposition ont pu s'exprimer à la radio, mais la DOI a été interdite d'ondes, sous prétexte qu'elle n'était pas représentée au parlement dissous. En ce qui concerne la couverture journalistique de la campagne, elle se limitait principalement aux déplacements du Président, alors que des ralliements au PPP, lors des meetings présidés par le chef de l'État, bénéficiaient d'un traitement préférentiel. Pour séduire l'électorat rural, les partis utilisaient le plus souvent le moyen des tournées politiques de leaders connus (et de ministres, dans le cas du PPP). A Banjul et dans l'agglomération de Serrekunda, des réunions publiques ont eu lieu dans des quartiers. Cependant à ce niveau, le porte-à-porte a été plus important que les meetings publics. Les représentants des partis ont consacré beaucoup de temps à se rendre dans les concessions pour s'assurer du soutien des aînés et des chefs de lignage. Des personnalités en vue — grands chefs, chefs de village, dirigeants d'associations privées, hommes d'affaires importants — furent également sollicités. Malgré le fait que la Gambie soit un pays musulman où les confréries religieuses jouissent d'une audience considérable, les hommes politiques gambiens n'ont jamais courtisé les

dignitaires musulmans (marabouts), ceci à l'encontre de leurs homologues sénégalais ; la raison principale en est que les marabouts gambiens ne bénéficient pas du même statut social et de la même influence politique, et qu'ils ne représentent pas une véritable force organisée comme les « grands marabouts » de l'autre côté de la frontière.

Les partis de l'opposition ne disposaient pas des mêmes finances et des mêmes structures organisationnelles que le PPP. La plupart des hommes d'affaires, source importante de fonds politiques, soutenaient le parti au pouvoir par intérêt et par prudence. Comme nous l'avons signalé, les dirigeants du PPP, en confondant leurs fonctions gouvernementales et partisans, ont pu utiliser des véhicules officiels pour faire campagne dans les régions rurales ou pour amener leurs électeurs aux bureaux de vote. A court d'argent, les partis de l'opposition n'ont pas pu toucher l'électorat autant que le PPP. Cependant, les contraintes n'étaient pas uniquement financières ; tout en attaquant le caractère « personnalisé » du PPP, et en faisant valoir leur propre direction collégiale et leur assise parmi les « masses », le NCP ainsi que le GPP ne sont en réalité que des « partis de patrons ». Alors que le PPP pouvait s'appuyer sur une organisation bien structurée au niveau local, revivifiée lors d'un congrès du parti deux semaines auparavant et bénéficiant d'une équipe solide de ministres pour épauler le président Jawara dans sa campagne, les partis rivaux dépendaient trop des ressources et des qualités individuelles de leurs dirigeants. A part Dibba et Foday Makalo, le député du bas-Baddibu, aucune des personnalités du NCP ne jouissait d'une audience natio-

nale, et seul Dibba avait une expérience ministérielle. Les autres parlementaires du NCP ne s'étaient pas particulièrement distingués lors de leur carrière de député. Il en est de même du GPP. A part Camara, deux autres membres seulement ont été ministres et tous les deux s'étaient rendus impopulaires. Lamin Sako, ancien garde des Sceaux, un poste qui lui avait valu pas mal d'animosité publique, disparut de la campagne électorale à la suite de son arrestation en Angleterre, vers la fin de 1986, pour cause de fraude. Au moment des élections, il avait démissionné du parti qu'il avait contribué à créer pour essayer, sans succès, de rejoindre le PPP. Le troisième membre du triumvirat GPP, Howsoon Semega-Janneh, qui avait été ministre de l'Agriculture et du Tourisme, est un homme usé sur le plan politique. Par conséquent, le sort des partis de l'opposition dépendait entièrement des énergies, des ressources financières et des capacités de leurs présidents. Or Dibba et Camara étaient surmenés et sous-financés. Ils ne devaient pas seulement soutenir des candidats, souvent obscurs et choisis à la hâte dans tout le pays, mais aussi faire campagne dans leurs propres circonscriptions — Baddibu-centre et Kantora — tout en assurant les charges découlant d'une campagne présidentielle au niveau national. Sur le plan de l'organisation, les deux partis sont allés trop vite en besogne, brûlant leurs ressources financières au début de la campagne pour se retrouver complètement démunis face au PPP dans la phase finale. Leur décision de présenter des candidats partout, au lieu de se limiter aux circonscriptions où ils étaient bien implantés (même le GPP, fondé en 1986 seulement,

avait des candidats dans toutes les circonscriptions, sauf deux), fut une erreur : ce qui leur permettait théoriquement de se présenter comme organisations capables de former un gouvernement à elles seules, hypothéquait imprudemment leurs ressources.

Le PPP se prévalait de sa réputation historique de parti de l'indépendance et de l'unité nationale, et faisait valoir son expérience et ses états de service en tant que parti gouvernemental. Il cherchait à faire passer le NCP et le GPP pour des associations régionalistes animées par des politiciens mécontents, jouant sur les divisions ethniques — les Mandinka de Baddibu, dans le cas de Dibba, et les Fula et les Serahuli, dans le cas de Camara. Dibba fut présenté comme un tribaliste ambitieux et sans scrupules, alors que Camara était accusé de manquer de patriotisme pour avoir essayé d'obtenir des subventions auprès d'un homme d'affaires nigérian. De leur côté, les partis de l'opposition critiquèrent la personnalité du président Jawara, coupable à leurs yeux de comportements dictatoriaux et d'une trop grande tolérance envers la corruption. L'autre thème majeur de la campagne était celui du « localisme ». Pratiquement tous les candidats se devaient d'être des « fils du terroir » et leurs états de service étaient passés à la loupe pour déterminer comment ils avaient défendu les intérêts de leur circonscription dans le passé et s'ils étaient en mesure de les défendre dans l'avenir. Les débats politiques majeurs ont ainsi été évincés par les préoccupations locales ; les réseaux sociaux, les relations des candidats ayant été finalement l'élément déterminant dans le comportement des électeurs.

Du point de vue idéologique,

les trois grands partis ne se distinguaient guère les uns des autres ; après tout, ils sont tous dirigés par des hommes qui, étant amis politiques, partageaient les mêmes idées. Ils campent tous les trois sur des positions centristes et recommandent la continuation de la politique intérieure et étrangère en vigueur avec quelques variations mineures. Les partis de l'opposition se contentaient, par conséquent, de dénoncer les échecs du gouvernement PPP au pouvoir, plutôt que de proposer un programme de rechange original et crédible. Seule la DOI est porteuse d'un message politique radicalement différent, mais son manifeste politique incompréhensible et sans nuance n'a trouvé que peu d'audience au-delà de l'électorat des jeunes citoyens défavorisés.

Les résultats électoraux

En dépit des pronostics de l'opposition, le PPP a été plébiscité par une majorité parlementaire écrasante. Il a gagné 31 des 36 sièges, bien que son pourcentage de vote fût beaucoup plus réduit : 57,55 %, une perte d'environ 5 % par rapport à son score de 1982. Le NCP s'assura les cinq sièges restants ; son pourcentage de 30 % du vote se distingue favorablement par rapport au 20 % de 1982. Le GPP, tout en obtenant 12 % du vote, n'a pas gagné un seul siège et 23 de ses candidats sur 34 ont perdu leur caution. La DOI aussi n'a enregistré aucun résultat positif, et 4 de ses 5 candidats ont perdu leur caution. Le système électoral gambien favorise indiscutablement le parti au pouvoir et à la suite des élections, des porte-parole de l'opposition se sont prononcés en faveur d'une représentation proportionnelle. Le

PPP a aussi bénéficié de la division de l'opposition et de l'échec du NCP et du GPP à s'entendre pour faire voter utile ou pour former une coalition. 6 des candidats gouvernementaux ont ainsi acquis leur siège avec moins de la moitié du vote : il en fut de même pour l'un des candidats du NCP.

Il est cependant indéniable que le PPP doit surtout son succès à une audience nationale plus large que celle de ses concurrents. Une fois de plus en effet, le NCP n'est pas parvenu à étendre son influence hors de ses bastions politiques situés dans le district de Baddibu et dans la région de Banjul. Pour le GPP, l'échec a été encore plus cuisant. Le sursaut escompté de l'électorat fula et serahuli n'a pas eu lieu, et Camara a perdu son siège au bénéfice du PPP (comme Dibba a échoué de justesse à reconquérir le siège de Baddibu-centre détenu par le PPP). Comme prévu, la DOI n'a pas réalisé un score impressionnant, son pourcentage se situant entre 5 à 8 % de l'électorat. Dans les circonscriptions urbaines, les jeunes électeurs se sont partagés entre le NCP et la DOI qui, elle, était la plus défavorisée sur le plan financier.

Aux élections présidentielles, Sir Dawda Jawara s'est assuré une confortable majorité, obtenant 59 % du vote, contre 27 % pour Dibba et 13 % pour Camara qui perdait sa caution. Le pourcentage de Dibba est pratiquement le même que celui de 1982, mais Camara a réussi à grignoter 13 % du vote obtenu par Jawara en 1982. Comme pour le PPP, l'assise de Jawara avait une dimension nationale. Il l'emporta dans toutes les circonscriptions, sauf quatre, reléguant même Camara à la deuxième place à Kantora. Dibba l'emporta dans les circonscriptions

restantes. Comme en 1982, le pourcentage obtenu par Jawara était plus élevé que celui réalisé par son parti, ce qui montre une fois de plus sa popularité auprès de l'électorat, et plus particulièrement auprès des électeurs ruraux.

La victoire du PPP, bien que prévue par Jawara et par la plupart des spécialistes, a pris le NCP et le GPP au dépourvu. Leur réaction initiale a été d'attribuer leurs performances médiocres à des manipulations électorales de la part du gouvernement. Mais le NCP avait déjà formulé les mêmes accusations après ses défaites de 1977 et de 1982, sans toutefois être en mesure de les prouver. Il reste donc à voir s'il réussira aujourd'hui à rendre ses accusations plus crédibles. Il est vrai que le PPP, en tant que parti au pouvoir, a bénéficié d'une sorte de patronage officiel lui permettant d'utiliser à ses propres fins des facilités publiques, mais cela ne suffit pas à expliquer sa victoire. De même, les irrégularités électorales n'ont sans doute pas pris les proportions dénoncées par l'opposition et elles n'expliquent certainement pas l'étendue du succès du PPP.

Des explications plus plausibles sont à chercher probablement dans les insuffisances du NCP et du GPP, auxquelles nous avons déjà fait allusion. Dibba et Camara, il faut l'admettre, se sont comportés en utopistes. Dibba et le NCP n'ont jamais eu une audience nationale et leurs performances en 1987 correspondent à celles des élections précédentes. La réputation d'intégrité personnelle de Camara n'a pas pu neutraliser le handicap de son manque présumé de capacités dirigeantes, ni celui des déficiences de son parti en tant qu'organisation. Les deux opposants et leurs conseillers ont mal interprété les critiques

émises par la population à l'égard du gouvernement et ont eu tort de s'attendre à des défections généralisées. Au lieu de cela, la majorité des électeurs a préféré rester fidèle au PPP, malgré ses défauts, plutôt que de faire confiance à une opposition qui n'a pas fait ses preuves. Le NCP et le GPP manquent encore nettement de crédibilité. Le premier a encore un certain avenir politique, mais les perspectives du GPP sont sombres.

Pour certains, l'étendue de la victoire du PPP est en elle-même plus une cause de préoccupation qu'une occasion de pavoiser. Le NCP et le GPP constituent en fait des soupapes de sécurité et leur disparition ouvrirait la voie à une contestation plus radicale. La DOI en

serait-elle l'éventuel bénéficiaire ? Malgré sa défaite, elle fait aujourd'hui montre d'une confiance inhabituelle. Contrairement aux autres partis de l'opposition, elle ne s'attendait pas à gagner les élections, mais les considérait avant tout comme une occasion d'acquiescer de l'expérience et de se faire connaître. L'accroissement inexorable de la population urbaine et l'absence de perspectives pour les jeunes ruraux drainés vers Banjul et sa région assurent les hommes politiques radicaux d'un électorat potentiel, tout en représentant le problème le plus ardu du PPP.

Arnold Hughes

*(Traduit de l'anglais
par Robert Buijtenhuijs)*

Hervé Leenhardt, auteur de l'article sur « Le renouveau du syndicalisme noir », paru dans le numéro précédent, nous demande de préciser qu'il appartient à l'équipe du journal *Libération* et non à l'AFP comme indiqué par erreur.